

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 10 présents : 08 pouvoirs : 02 votants : 10 pour : 10 contre : 00 abstention : 00 Date de convocation 24 novembre 2023 Date d'affichage 24 novembre 2023	L'an deux mil vingt trois et le vingt huit novembre à dix neuf heures, le Conseil Municipal de TRANZAULT s'est réuni à la salle polyvalente sous la présidence de Monsieur Philippe VIAUD. Présents : Philippe VIAUD, Chantal HIBERT, Damien FRADET, Eloïse PLANTUREUX, Françoise FERRANDON, Julie CHONE, Arlette LIMOUSIN et Eric DESMET Absents : Guy BRULON a donné pouvoirs à Julie CHONE Richard GABILLAT a donné pouvoirs à Françoise FERRANDON Secrétaire de séance : Julie CHONE
--	--

OBJET : TRANSFERT DE LA POLICE DE PUBLICITÉ

Délibération N°36_28/11/2023

Actuellement, les compétences en matière de police de la publicité sont partagées entre le préfet de département et le maire : elles relèvent du préfet sauf lorsque la commune est couverte par un règlement local de publicité (RLP), auquel cas elles sont exercées par le maire au nom de la commune (article L.581-14-2 du code de l'environnement).

Il est expliqué aux élus qu'exercer la police de la publicité, c'est :

- instruire les demandes d'autorisations préalables et réceptionner les déclarations préalables d'installation, de modification ou de remplacement des publicités, des préenseignes et des enseignes ;
- contrôler le respect de la réglementation ;
- mettre en demeure les contrevenants de mettre fin aux infractions, prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect de la réglementation et, le cas échéant, porter l'infraction à la connaissance de la justice pénale.

Par messagerie en date du 22 mai 2023, les services de la Préfecture de l'Indre ont informé les maires et présidents d'Établissements Publics de Coopération Intercommunale de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite « loi Climat et Résilience ») qui a prévu le transfert aux maires des compétences en matière de police de la publicité à compter du 1er janvier 2024 (compétences aujourd'hui assurée par l'Etat).

A cette même date, la loi organise le transfert des pouvoirs de police des maires au président de l'EPCI à fiscalité propre.

Dans les communautés compétentes en matière de PLUi ou de RLPi au 1er janvier 2024, les maires disposeront d'un pouvoir d'opposition au transfert de la police spéciale après le 1er janvier 2024.

Le transfert au président de l'intercommunalité aura lieu à l'issue du délai d'opposition :

- soit le 1er juillet 2024 (si aucun maire ne s'est opposé dans le délai de 6 mois – la police est exercée par le président de l'EPCI sur la totalité du territoire intercommunal),
- soit le 1er août 2024 (si au moins un maire s'est préalablement opposé au transfert et si le président ne renonce pas à l'exercice de la police de la publicité avant le 1er août 2024). Les maires qui se sont opposés conservent l'exercice de cette police au-delà du 1er août 2024.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-9-2 ;

VU la loi dite « Climat et Résilience » du 22 août 2021 ;

Le Conseil municipal à l'unanimité.

* **DECIDE** de ne pas s'opposer au transfert du pouvoir de police administrative spéciale de l'affichage publicitaire au Président de la CDC Val de Bouzanne au 1^{er} janvier 2024.

Le Maire



Philippe VIAUD

La Secrétaire de séance

Julie CHONE